

Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Centre for European Policy Analysis

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

Le Center for European Policy Studies se concentre, comme son nom l'indique, sur un pôle géostratégique en particulier : l'Union Européenne. Notre objectif est d'analyser les politiques européennes, de les évaluer, et de proposer des nouvelles pistes pour aider l'UE et ses Etats membres à mieux répondre aux besoins des citoyens, que ce soit dans le domaine de la finance, de l'écologie ou de défense. Dans tous ces domaines notre objectif est d'influer sur la scène européenne et donner les outils à nos dirigeants pour mieux protéger nos concitoyens.

Or la sécurité de nos concitoyens est aujourd'hui menacée sur plusieurs fronts : à l'Est, la Russie de Vladimir Poutine viole ouvertement le principe de la souveraineté territoriale, en cherchant à annexer l'Ukraine par la force, par le feu et par le sang. Face à cela, les Etats-Unis, un allié sur lequel nous nous sommes reposés pendant des décennies est devenu un allié peu fiable, menant la diplomatie ératique et isolationiste de l'America First. Ces multiples menaces mettent en danger la sécurité des civils et ne peuvent rester sans réponses. Notre rôle est de proposer ces réponses.

2. Que propose votre think tank ?

Vous l'aurez compris, les valeurs européennes d'unité, d'entraide et de respect du droit international sont au cœur de notre travail. Notre recherche est surtout axée sur le renforcement de ces principes : notre objectif premier est d'assurer une coopération plus étroite des Etats dans le cadre européen. Selon le CEPS, aucune sécurité n'est possible si les pays ne parviennent pas à s'entendre sur des règles et des stratégies communes. Certes, le multilatéralisme n'est aujourd'hui pas acquis. Toutefois, nous sommes convaincus qu'il est bénéfique pour toutes les populations d'établir des partenariats et des dialogues internationaux. C'est vers cet objectif global d'unité et de coopération que tendent toutes nos propositions, que ce soit pour la protection des civils face à la guerre ou face au terrorisme et au crime organisé.

Pour nous, Européens, le fait guerrier était devenu, depuis 1945, une vague réalité éloignée. L'invasion de l'Ukraine a été ressentie comme un réveil brutal, qui nous a fait prendre conscience de notre relative incapacité à assurer notre propre défense. Nous estimons que pour assurer la sécurité des civils dans le contexte géopolitique actuel, il est impératif que l'Europe se réarme, et le fasse massivement, pour se donner les moyens de sa propre défense. Nous défendons dans cette optique une coopération sécuritaire accrue, comme nous l'avons détaillé dans notre Task Force EU-CIVCAP. Mais notre réseau d'alliance doit dépasser le seul nucleus européen et s'étendre à d'autres pays, comme le Royaume-Uni ou le Canada ; il est impératif d'adopter une approche globale, européenne et transatlantique pour assurer la défense de l'Europe et de ses citoyens. Cette coopération devrait également s'étendre au secteur privé : il nous semble primordiale que les gouvernants et les entreprises se coordonnent dans la gestion des ressources et l'emploi de leurs capacités en cas de crise majeure. Enfin, le CEPS souligne qu'il ne s'agit pas seulement d'injecter de l'argent dans

l'industrie militaire et sécuritaire pour protéger les civils : l'Union Européenne nécessite une gouvernance plus efficace dans la gestion de crise.

Mais les conflits militaires ne sont pas la seule menace qui pèsent sur les civils. D'autres formes de conflits, guerres hybrides, se développent petit à petit, et constituent un enjeu que l'UE ne peut ignorer. Ces guerres hybrides sont souvent marquées par des attaques sur des infrastructures critiques, telles que celles nécessaires au fournissement en énergie des populations, ou le piratage des centres données, qui exposent les citoyens à des pressions étrangères. Il nous semble donc important de renforcer la protection de ces infrastructures par une coopération entre les Etats. En outre, les civils peuvent aussi être en situation d'insécurité lorsqu'ils se trouvent dans des zones de conflits gelés, zones marquées par de fortes tensions géopolitiques. Il nous paraît impératif dans ces cas de développer une diplomatie active et préventive : nous encourageons l'engagement de pays tiers dans des discussions trilatérales avec les potentiels belligérants, afin de dégeler la situation et de stimuler une dynamique. Le CEPS déplore notamment la situation des Balkans et des pays d'Europe de l'Est qui subissent la pression et les menaces de la Russie voisine. Dans le cadre de notre Taskforce "REUNIR", nous avons insisté sur l'importance de l'élargissement de l'UE pour protéger ces populations qui risquent de sombrer dans la guerre à tout moment. Enfin, le CEPS estime que la résolution des conflits militaires ou diplomatiques ne doit être laissée aux seuls Etats: le rôle des civils eux-mêmes est primordial afin d'établir une paix sûre et durable. Les civils devraient donc être davantage inclus dans les discussions bilatérales et leur voix devrait être prise en compte.

Enfin, le CEPS se penche aussi sur les enjeux liés à la criminalité et au terrorisme, qui attisent aussi un sentiment d'insécurité chez les civils. Nous soulignons d'une part l'importance d'une coopération accrue entre les Etats, comme détaillé dans le rapport de notre Taskforce sur *The Cost of Non-Europe in the area of Organized Crime*. Cette coopération se décline en plusieurs formes d'action. En premier lieu, la coordination policière dans les enquêtes criminelles nous semble primordiale. En effet, les groupes criminels ne connaissant pas de frontières, il est impératif de mettre en place un système de cross-border investigations, avec un échange d'information entre les agences de sécurité. Le CEPS insiste sur le rôle d'Europol dans ce rôle de coordination. Cette coordination inter-étatique doit se doubler d'une coopération entre acteurs privés et publics. Le CEPS croit en l'utilité de tels partenariats, car ils permettent le renforcement des capacités technologiques essentielles dans la poursuite des groupes criminels.

En outre, le CEPS insiste sur l'importance d'une coordination dans la lutte contre le blanchissement d'argent. Notre think tank tient à souligner qu'il s'agit là d'un problème vaste, qui concerne à la fois la lutte antiterroriste mais aussi l'évasion fiscale. Nous soutenons la mise en place d'une régulation plus forte dans ce domaine, afin de limiter le financement de groupes criminels. Les banques devraient aussi coopérer davantage avec les Etats pour faciliter l'identification de tels groupes.

Mais au-delà de la coopération policière, le CEPS incite à une coordination judiciaire, pour établir un cadre légal commun dans la lutte contre les groupes criminels. En effet, le CEPS lutte pour une plus grande clarté légale dans l'implémentation de la loi européenne. Il nous semble impératif que la justice criminelle européenne renforce le côté juridiquement contraignant de la Charte des Droits Fondamentaux européenne dans ses jugements. Notre think-tank soutient aussi l'établissement d'une définition commune du crime organisé, afin de pouvoir cibler ces groupes de manière efficace.

De manière générale, il nous semble impératif d'établir une gouvernance commune pour augmenter l'efficacité de la lutte anticriminelle.

En conclusion, le CEPS promeut la mise en place à l'international du concept de "human security", c'est-à-dire une diplomatie fondée sur la protection des individus. Autrement dit, la dimension humaine doit primer sur la dimension politique. Enfin, nous insistons aussi sur le rôle d'une variété d'acteurs dans la lutte contre l'insécurité. Qu'il s'agisse d'Etats, d'entreprises ou même de simples citoyens, tous ont un rôle à jouer dans la construction d'un monde plus sûr et plus juste.